



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) appelle à une Action Urgente en République centrafricaine

Nécessité d'un déploiement Rapide des Troupes Internationales/Régionales

La Haye/New York/Bangui, 26 Novembre 2013:

L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) est profondément préoccupée par la situation en République centrafricaine qui se détériore très rapidement, en particulier ces dernières semaines.

PGA s'aligne sur les nombreuses déclarations faites, y compris par l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies, demandant une immédiate attention et action internationale ou régionale afin de prévenir une tragédie humaine aux proportions désastreuses. Les mots doivent à présent être rapidement traduits en actions, et PGA appelle au déploiement immédiat des forces militaires internationales et/ou régionales afin de prévenir toutes violences ou effusions de sang supplémentaires en République centrafricaine.

PGA appelle également à (1) la mise en œuvre rapide et intégrale de la résolution 2121 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 10 octobre 2013 concernant la situation en République centrafricaine (2) le respect intégral du droit international et l'arrêt immédiat de tout acte de violence de quelque nature que ce soit et (3) à l'arrêt immédiat des exportations ou transferts vers la République centrafricaine d'autres armes que celles qui pourraient être nécessaires à une force de maintien de la paix internationale ou régionale.

À cet égard, PGA note que la CPI a compétence sur les crimes les plus graves ayant une portée internationale qui ont été ou pourraient être commis sur le territoire de la République centrafricaine, conformément au Statut de Rome de la CPI. Dans sa Déclaration sur la situation en République centrafricaine du 7 Août 2013, le Procureur de la CPI, Mme Fatou Bensouda, a noté en termes non équivoques que son «...Mon Bureau jouera son rôle et mènera des enquêtes et des poursuites à l'encontre des personnes portant la responsabilité la plus lourde dans les crimes graves, le cas échéant. Nous avons démontré par le passé, notamment les poursuites engagées à l'encontre de M. Jean-Pierre Bemba, que nous n'hésiterons pas à le faire. Mon Bureau continue à surveiller la situation de près et à s'intéresser aux allégations de crimes relevant de la compétence de la Cour».¹

Comme toujours, PGA est solidaire du Groupe National de PGA au sein de l'Assemblée Nationale de la République centrafricaine - composé de 54 membres d'un groupe multi-partite - et exprime son soutien sans faille au peuple et aux représentants des institutions démocratiques de la République centrafricaine.

Nos pensées sont avec le peuple de la République centrafricaine dans ces moments de grande souffrance et d'incertitude personnelle.

Déclarations des membres de PGA:

Dep. Ross Robertson (Nouvelle Zélande), Président de PGA

“La situation actuelle en République centrafricaine ne provoque qu'inquiétude et profond désespoir. De nouveaux et encore plus poignants rapports apparaissent chaque jour, suggérant seulement l'exacerbation continue des circonstances déjà profondément graves de la situation sur le terrain. Le temps nous est compté. Conformément à la Résolution 2121 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 Octobre 2013, PGA appelle toutes les parties au sein de la République centrafricaine à désamorcer immédiatement les

¹ http://www.icc-cpi.int/en_menus/icc/press%20and%20media/press%20releases/Pages/otn-statement-07-08-2013.aspx

hostilités et à s'abstenir de tout acte de violence. PGA appelle également tous les États membres de l'ONU à soutenir le gouvernement de la France dans ses efforts vigoureux pour renverser la vague croissante de plus en plus épouvantable et dépravée, de violence meurtrière englobant la République centrafricaine. Winston Churchill a dit un jour : «Ceux qui ne parviennent pas à apprendre de l'histoire, sont condamnés à la répéter». La communauté internationale et les États membres de l'Organisation des Nations Unies auraient-ils oublié si rapidement les événements qui se sont déroulés au Rwanda il n'y a même pas 20 ans? Les signes d'alerte émanant de la République centrafricaine ces dernières semaines ne pointent-ils pas tous vers la même et désastreuse direction? Le temps est à présent venu pour une action décisive, et non des tergiversations ou hésitations ».

Dip. Felipe Michelini (Uruguay), Coordinateur, Programme Droit international et droits de l'Homme, PGA

« Je suis profondément préoccupé par la détérioration dramatique de la situation qui risque d'échapper à tout contrôle si nous continuons à fermer la yeux. Les rapports de commission de crimes graves en République centrafricaine sont épouvantables et doivent être traités à travers de véritables enquêtes et poursuites par les autorités nationales et la Cour pénale internationale, qui a compétence sur les crimes internationaux, comme le Procureur Fatou Bensouda, l'a constamment rappelé. Nous, la communauté internationale, devons agir et assumer nos responsabilités pour mettre un terme à ces atrocités innommables et soutenir le peuple de la République centrafricaine afin que la situation dans le pays ne devienne pas une autre crise oubliée ».

Dep. Lamine Thiam (Sénégal), Coordinateur, Programme Paix et Démocratie, PGA

« Je suis profondément inquiet et troublé par la détérioration grave et continue de la situation en République centrafricaine. A cet égard, je demande instamment à tous ceux qui sont en mesure de le faire, d'agir rapidement et de manière décisive pour mettre fin à cette spirale brutale et infernale et incontrôlée qui risque de dégénérer en violence massive et de lourdes pertes. La communauté internationale a la profonde responsabilité morale de démontrer que nous avons réellement appris de l'inaction et des erreurs passées et que, par conséquent, nous ne permettons pas le triomphe de l'apathie et l'inaction lorsque nous sommes face à une crise humaine grave, ayant des conséquences dévastatrices pour nous tous ».

À propos de PGA

L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) est le plus grand réseau transnational de parlementaires de toutes les régions du monde qui, à titre individuel, s'engagent pour le fonctionnement efficace de la CPI et des juridictions nationales afin de mettre fin à l'impunité.

Les membres de PGA ont contribué à 76 des 122 ratifications ou adhésions au Statut de Rome à ce jour. PGA est membre du Comité directeur de la Coalition pour la CPI. La Campagne de PGA pour l'universalité et l'efficacité du système du Statut de Rome reçoit le soutien de la Commission européenne, de l'Union européenne et des gouvernements des Pays-Bas et de la Suisse, ainsi que de Humanity United.

Le projet de PGA sur la complémentarité en RDC, en Ouganda et au Kenya est soutenu par la fondation John D. et Catherine T. MacArthur.

Contacts du Programme de PGA « Droit international et droits de l'Homme » :

A La Haye

Dr. David Donat Cattin

Mme. Maia Trujillo

+31.70.360.4433

donat@pgaction.org

maia.trujillo@pgaction.org

A New York

M. Peter Barcroft

+1.212.687.7755

peter.barcroft@pgaction.org;

Accès en ligne à la Campagne de PGA sur la CPI et au Programme Paix & Démocratie:

<http://www.pgaction.org/countries/africa/car.html>

<http://www.pgaction.org/programmes/ilhr/overview.html>

http://www.pgaction.org/programmes/peace_and_democracy/overview.html

<https://www.facebook.com/pgaction> -- <http://twitter.com/#!/PGAAction>

<http://www.flickr.com/photos/pgaction/collections/>